

ZIGUINCHOR - Conséquences économiques des mines anti personnelles en Casamance

Depuis le déclenchement du conflit casamançais, dans les années 80, les mines anti personnelles ne cessent de faire des victimes dans cette partie du Sénégal. Malgré les efforts consentis dans ce sens par l'Etat du Sénégal, avec la création du centre national d'action anti-mines. Dans les zones rurales, à savoir la communauté rurale de Niaguissé, Santhiaba Manjack, Nyassia, pour ne citer que celles là, ces engins mortels ont engendré des conséquences néfastes surtout sur le plan économique. Des vergers, des champs d'anacarde et de fruits, sont abandonnés par leurs propriétaires à cause de la présence des mines dans ces périmètres.



Etre au bord du puits et mourir de soif, c'est le paradoxe que vivent les populations des zones rurales de Casamance affectées par des mines anti personnelles. Ces engins qui ont chassé, éloigné de leurs localités, les populations qui se retrouvent sans vergers, ni rizières. Des richesses que leur offrait dame nature. «Les paysans ne partent plus dans leurs rizières ou champs, car ils ont peur de sauter sur une mine. Par exemple, à Dar Es Salam une femme a sauté sur une mine anti-personnelle au moment où elle se rendait dans son verger. Elle a perdu l'usage de ses deux jambes. Donc, cela veut dire que partout où l'on se rend on n'est pas en sécurité», souligne Seyni Sané.

Par ailleurs, le président de l'association des personnes déplacées lance un appel à l'endroit du gouvernement du Sénégal. De son avis, l'Etat du Sénégal doit continuer davantage à dépolluer les zones infectées dans le retour des populations dans leurs villages respectifs. «L'Etat doit déminer les zones, avant notre retour. Vous savez, les populations des zones rurales n'ont que la forêt pour vivre. Elles n'ont que les ressources de la forêt. Et si on les fait retourner sans déminer, c'est signer leur mort prochaine ce qu'on ne souhaite pas», a-t-il indiqué. Avant d'ajouter : «c'est la période de la récolte de l'anacarde et c'est ce produit que les paysans vendent pour nourrir leurs familles».

Conséquences économiques désastreuses des mines

C'est difficile, les mines anti personnelles sont même un frein aux activités socio économiques de la région de Ziguinchor. Notamment le tourisme, le transport, à cause des routes et pistes minées. L'agriculture, la forêt et certaines activités comme la chasse, la collecte du bois de chauffe, sont réduites ou marchent au ralenti. «Il fut un temps, Sindian était un eldorado où les bailleurs venaient de temps en temps. Mais depuis que les mines ont signalé leur présence, ils n'osent même plus poser le pied dans notre communauté rurale. Cette situation a beaucoup participé à l'appauvrissement de notre terroir. C'est le secteur du tourisme qui a le plus souffert de ce problème», dira le président du Conseil rural de Sindian, Ansoumana Badji, qui poursuit : «Sindian était à l'image du bassin arachidier. On y récoltait des milliers de tonnes d'arachide. Aujourd'hui, c'est à peine qu'on atteint les cent tonnes. Les paysans ont peur de rejoindre leurs champs à cause des mines».

Les acteurs non-étatiques dans le déminage

Si une mine peut s'acheter 1500 f sur le marché, elle coûtera 1,5 million lors des opérations de déminage. «Il faut nécessairement qu'il y ait des fonds. Et ces fonds sont aussi tributaires du progrès que l'Etat peut faire. Les fonds, nous sommes obligés d'aller les chercher au niveau international. Mais les bailleurs ne peuvent pas donner leur argent s'ils savent qu'en réalité, il ne sert à rien. Surtout, si on ne conscientise pas les populations à coopérer à un déminage intégral, humanitaire, alors, ça ne servira absolument à rien. Donc, les fonds ne viendront que s'il y a une réelle volonté de part et d'autre. Il faut que les populations, les rebelles et les acteurs non étatiques, tous, participent pour coopérer à la lutte anti mines», a fait savoir Bobine Touré, de l'ONG Geneva Call.

L'assistance aux victimes anti-mines

L'assistance aux victimes anti mines, est une autre bataille à gagner, d'abord pour les concernés qui doivent payer entre soixante dix mille à quatre vingt dix mille pour disposer d'une prothèse. Le déminage constitue un maillon essentiel de l'action anti mines à côté des autres ONG. «Il faut dire que PALAC a pour mission essentielle de contribuer à la relance des activités socio économiques en Casamance par le déminage. Notre projet a été mise en place pour appuyer les efforts du gouvernement, pour relancer l'économie et faire de la Casamance une région riche qui contribue au développement économique du pays», souligne Seyni Diop, du Projet d'assistance à la lutte anti mine en Casamance.

A l'en croire, c'est plutôt un projet économique qui veille à ce que les victimes soient prises en charge, qu'elles ne sentent pas marginalisées à cause de leur handicap.

Lamine SAGNA (Correspondant)

Mardi 18 Mai 2010

© **lemessagersn.info**